

**RÉUNION ORDINAIRE PUBLIQUE
du Conseil municipal de DIEPPE
Hôtel de ville**

le 29 mars 2016 à 19 h

**REGULAR PUBLIC MEETING
of the DIEPPE City Council
City hall**

March 29, 2016 – 7 p.m.

PROCÈS-VERBAL

Présents : Ernest Thibodeau, maire suppléant
Jean Gaudet, conseiller général
Jody Dallaire, conseillère générale
Jordan Nowlan, conseiller général
Jean-Marc Brideau, conseiller
Jean-Claude Cormier, conseiller
Paul Belliveau, conseiller
Roger LeBlanc, conseiller

Marc Melanson, directeur général /
secrétaire municipal

Absents : Yvon Lapierre, maire
Stéphane Simard, secrétaire
municipal adjoint

- 1. Bienvenue et annonces par le maire**
- 2. Mot d'ouverture**
- 3. Appel à l'ordre**
- 4. Confirmation du quorum par le secrétaire**
- 5. Déclaration de conflit d'intérêts**

Le conseiller Jean-Claude Cormier déclare un conflit d'intérêts relativement aux points suivants à l'ordre du jour :

- 10.2.2 - Adoption – rapport d'évaluation – L'international du cerf-volant à Dieppe
- 10.2.3 - Entente de partenariat et contribution financière – L'international du cerf-volant à Dieppe – édition 2016

MINUTES

Present : Deputy Mayor Ernest Thibodeau
Counc.-at-large Jean Gaudet
Counc.-at-large Jody Dallaire
Counc.-at-large Jordan Nowlan
Counc. Jean-Marc Brideau
Counc. Jean-Claude Cormier
Counc. Paul Belliveau
Counc. Roger LeBlanc

Marc Melanson, Chief Administrative
Officer / Municipal Clerk

Absent: Mayor Yvon Lapierre
Stéphane Simard, Assistant Municipal
Clerk

- 1. Welcome and Mayor's Announcements**
- 2. Opening Word**
- 3. Call to Order**
- 4. Confirmation of Quorum by Clerk**
- 5. Conflict of Interests**

Counc. Jean-Claude Cormier declares a conflict of interest with regards to the following agenda items:

- 10.2.2 – Adoption – Assessment Report – Dieppe Kite International
- 10.2.3 – Partnership Agreement and Financial Contribution – Dieppe Kite International – 2016 Edition

6. Adoption de l'ordre du jour

Proposée par: Roger LeBlanc
Appuyée par: Jean-Claude Cormier

Que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

MOTION ADOPTÉE

7. Présentations, requêtes et pétitions

7.1 Demandes de renseignements des membres du conseil - Service régional de Codiac de la GRC

7.2 Audience publique - fermeture permanente - rue Richelieu (portion)

Jason Nadeau, gestionnaire de projet au Service culture, loisirs et vie communautaire de la ville de Dieppe, présente le projet d'arrêté C-20 intitulé « *Arrêté autorisant la Ville de Dieppe à fermer de manière permanente une portion de la rue Richelieu* » lequel vise à autoriser la fermeture permanente à toute forme de circulation routière sur une portion de la rue Richelieu.

Le directeur général confirme qu'aucune objection n'a été reçue.

8. Questions du public

9. Adoption des procès-verbaux

9.1 Réunion ordinaire du conseil tenue le 14 mars 2016

Proposée par: Jean Gaudet
Appuyée par: Jean-Claude Cormier

Que le procès-verbal de la réunion ordinaire du conseil tenue le 14 mars 2016 soit adopté.

MOTION ADOPTÉE

10. Motions (mémoires) et nominations

10.1 Administration

10.1.1 Avis de motion présenté par la conseillère Jody Dallaire -

6. Adoption of Agenda

Moved By: Roger LeBlanc
Seconded By: Jean-Claude Cormier

That the agenda be adopted as presented.

MOTION CARRIED

7. Presentations, Enquiries and Petitions

7.1 Enquiries by Council Members - Codiac Regional RCMP

7.2 Public Hearing - Permanent Closure - Richelieu Street (portion)

Jason Nadeau, City of Dieppe Culture, Leisure and Community Life Project Manager, presents the proposed By-Law C-20 entitled "*A By-Law Authorizing the City of Dieppe to Permanently Close a Portion of Richelieu Street*" which aims to permanently close a portion of Richelieu Street to all forms of vehicular traffic.

The Chief Administrative Officer confirms that no objections have been received.

8. Questions by Members of the Public

9. Adoption of Minutes

9.1 Regular Council Meeting Held on March 14th, 2016

Moved By: Jean Gaudet
Seconded By: Jean-Claude Cormier

That the minutes of the March 14th, 2016 Regular Council Meeting be adopted.

MOTION CARRIED

10. Motions (Memorandums) and Nominations

10.1 Administration

10.1.1 Notice of Motion Presented by Counc. Jody Dallaire -

**création - Comité ad hoc sur
la promotion de la
démocratie et de la
participation citoyenne**

**Creation of Ad Hoc
Committee on the Promotion
of Democracy and Citizen
Participation**

Proposée par: Jody Dallaire
Appuyée par: Roger LeBlanc

Moved By: Jody Dallaire
Seconded By: Roger LeBlanc

Attendu que la Ville de Dieppe s'est dotée d'une politique sur la participation du public le 27 octobre 2014;

Whereas the City of Dieppe adopted a public participation policy on October 27th, 2014;

Attendu que les membres du conseil municipal reconnaissent l'importance de renforcer et de promouvoir l'implication des citoyens et citoyennes dans le processus décisionnel à Dieppe, spécialement en tenant compte du fait que certains segments de la population sont sous-représentés au sein du conseil municipal;

Whereas municipal council members recognize the importance of strengthening and promoting citizen engagement in Dieppe's decision-making process, especially by taking into account that certain segments of the population are under-represented among municipal council;

Attendu que la Ville de Dieppe a entrepris plusieurs processus d'engagement citoyens dans les dernières années et veut bâtir sur cet élan en créant plus d'occasions où les citoyens et citoyennes sont entendus et leurs voix font une différence au sein de l'appareil municipal;

Whereas the City of Dieppe has undertaken several citizen engagement processes over the past few years and wishes to build on this momentum by creating opportunities for citizens to be heard and where their voices make a difference within municipal government;

Attendu que le taux de participation aux élections municipales est à la baisse, soit 55,8 % en 2008 et 51,8 % en 2012 tandis que le taux de participation s'élevait à 64,8 % en 2001;

Whereas the voter turnout rate in municipal elections is declining, namely 55.8% in 2008 and 51.8% in 2012, while it stood at 64.8% in 2001;

Attendu que les résidents et résidentes de Dieppe ont démontré un intérêt de participer plus régulièrement et plus pleinement au processus de prise de décision;

Whereas Dieppe residents have shown an interest to participate regularly and fully in the decision-making process;

Il est résolu que le conseil municipal de la Ville de Dieppe crée un Comité ad hoc sur la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne avec un mandat se terminant le 30 septembre 2017;

Be it resolved that the Municipal Council of the City of Dieppe create an Ad Hoc Committee on the Promotion of Democracy and Citizen Participation with a term ending September 30th, 2017;

Il est en plus résolu que le Comité ad hoc sur la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne sera composé de résidents et résidentes de la ville de Dieppe, plus spécifiquement d'un minimum de six membres du public (dont au moins trois représentants par genre), un membre du Comité des personnes âgées, un membre du Comité action jeunesse,

Be it further resolved that the Ad Hoc Committee on the Promotion of Democracy and Citizen Participation be made up of Dieppe residents, more specifically a minimum of six members of the public with at least three representatives per gender, a member of the Seniors Committee, a member of the Youth Action Committee, a member of Municipal

un membre du conseil municipal et un membre du personnel municipal comme personne ressource (ex officio);

Il est en plus résolu que la Ville de Dieppe sollicitera publiquement l'intérêt des résidents et résidentes de Dieppe à faire partie du comité;

Il est en plus résolu que les membres du Comité ad hoc sur la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne choisiront leur propre président ou présidente qui sera le/la porte-parole du comité et responsable de faire la liaison entre le conseil municipal et le Comité ad hoc sur la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne;

Il est en plus résolu que le Comité ad hoc sur la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne soit chargé de faire des recommandations au conseil municipal au sujet des actions à prendre afin d'améliorer la démocratie et la participation citoyenne; et

Il est en plus résolu que l'administration municipale rédige un mandat pour le Comité ad hoc sur la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne, le présentant au conseil municipal lors de la réunion ordinaire du 11 avril 2016.

MOTION ADOPTÉE

10.1.2 Lieux inesthétiques - 824, rue Champlain

Proposée par: Jean-Marc Brideau
Appuyée par: Jordan Nowlan

Que le conseil autorise le personnel désigné et chargé de ce dossier à faire nettoyer les déchets situés sur la propriété au 824, rue Champlain et portant le NID 00672071 et à entreprendre les mesures nécessaires pour se faire rembourser les coûts de nettoyage en vertu des pouvoirs énoncés dans la *Loi sur les municipalités*.

MOTION ADOPTÉE

10.2 Culture, loisirs et vie communautaire

10.2.1 Politique L-14 - accréditation des organismes

Council, and a municipal staff member as resource person (ex officio);

Be it further resolved that the City of Dieppe publicly solicit interest from Dieppe residents to sit on said committee;

Be it further resolved that members of the Ad Hoc Committee on the Promotion of Democracy and Citizen Participation choose their own chair who will be the committee's spokesperson and liaison between municipal council and the Ad Hoc Committee on the Promotion of Democracy and Citizen Participation;

Be it further resolved that the Ad Hoc Committee on the Promotion of Democracy and Citizen Participation make recommendations to municipal council concerning actions to be taken in order to improve democracy and citizen participation; and

Be it further resolved that the municipal administration draft a mandate for the Ad Hoc Committee on the Promotion of Democracy and Citizen Participation to be presented to municipal council at its April 11th, 2016, regular council meeting.

MOTION CARRIED

10.1.2 Unsightly Premises - 824 Champlain St.

Moved By: Jean-Marc Brideau
Seconded By: Jordan Nowlan

That Council authorizes the designated staff responsible for this matter to have the debris removed on the property at 824 Champlain Street and having PID 00672071 and to undertake the necessary steps to be reimbursed the cleaning costs pursuant to the powers set out in the *Municipalities Act*.

MOTION CARRIED

10.2 Culture, Leisure & Community Life

10.2.1 Policy L-14 - Certification of Community Organizations -

communautaires - révision

Revision

Proposée par: Paul Belliveau
Appuyée par: Jody Dallaire

Moved By: Paul Belliveau
Seconded By: Jody Dallaire

Que le conseil accepte que la politique L-14(2013) soit abrogée et remplacée par la politique L-14(2016) intitulée "Accréditation des organismes communautaires".

That Council accepts that Policy L-14(2013) be repealed and replaced with Policy L-14(2016) entitled "Certification of Community Organizations".

MOTION ADOPTÉE

MOTION CARRIED

Le conseiller Jean-Claude Cormier s'absente de la salle du conseil à 19 h 23 en raison de son conflit d'intérêts.

Counc. Jean-Claude Cormier leaves the Council Chamber at 7:23 p.m. due to his conflict of interest.

10.2.2 Adoption - rapport d'évaluation - L'international du cerf-volant à Dieppe

10.2.2 Adoption - Assessment Report - Dieppe Kite International

Proposée par: Jordan Nowlan
Appuyée par: Jody Dallaire

Moved By: Jordan Nowlan
Seconded By: Jody Dallaire

Suite à la directive adoptée à la réunion fermée du conseil tenue le 14 mars 2016, que le conseil adopte le rapport sur l'évaluation de L'international du cerf-volant à Dieppe (ICV) en date du 13 janvier 2016.

Further to the directive adopted at the Closed Meeting of Council held on March 14th, 2016, that Council adopts the assessment report on the Dieppe Kite International event dated January 13th, 2016.

Que le conseil autorise une contribution additionnelle au montant maximal de 90 000 \$ afin de couvrir une partie du salaire de la direction générale de l'ICV pour une période de trois ans selon la formule suivante, basé sur un salaire annuel de 60 000 \$:

That Council authorizes an additional contribution in the maximum amount of \$90,000 to cover a portion of the senior management's salary of the Dieppe Kite International, for a 3-year period, pursuant to the following formula, based on a \$60,000 yearly salary:

- 75 % en 2017 - 45 000 \$
- 50 % en 2018 - 30 000 \$
- 25 % en 2019 - 15 000 \$

- 75% in 2017 - \$45,000
- 50% in 2018 - \$30,000
- 25% in 2019 - \$15,000

Que le conseil autorise que cette dépense soit prélevée sur le compte no 1-2-70-88-3075 (Budget de fonctionnement général - L'international du cerf-volant à Dieppe).

That Council authorizes that this expenditure be defrayed from account no. 1-2-70-88-3075 (General Operating Budget - Dieppe Kite International).

MOTION ADOPTÉE

MOTION CARRIED

10.2.3 Entente de partenariat et contribution financière - L'international du cerf-volant à Dieppe - édition 2016

10.2.3 Partnership Agreement and Financial Contribution - Dieppe Kite International - 2016 Edition

Proposée par: Roger LeBlanc

Moved By: Roger LeBlanc

Appuyée par: Jordan Nowlan

Que le conseil accepte l'entente de partenariat entre la Ville de Dieppe et *L'International du cerf-volant à Dieppe Inc. - Dieppe Kite International Inc.* pour la période se terminant le 31 décembre 2016.

Suite à la signature de ladite entente de partenariat, que le conseil autorise une contribution financière au montant de 60 000 \$ à *L'International du cerf-volant à Dieppe Inc. - Dieppe Kite International Inc.* pour l'édition 2016 et autorise en plus que ce montant soit prélevé sur le compte no. 1-2-70-88-3075 (Budget de fonctionnement général - L'International du cerf-volant à Dieppe). **MOTION ADOPTÉE**

Le conseiller Jean-Claude Cormier retourne à son siège à 19 h 29.

10.2.4 Achat d'une resurfaeuse

Proposée par: Jody Dallaire
Appuyée par: Roger LeBlanc

Que le conseil adjuge le marché visant l'achat d'une resurfaeuse de glace à *Saunders Equipment Ltd*, au coût de 95 675 \$ (plus TVH), selon l'offre de service en date du 14 mars 2016 soumise par cette firme et autorise que cette dépense soit prélevée sur le compte no. 1-2-70-84-2565 (Budget de fonctionnement général - Programme de remplacement d'équipements). **MOTION ADOPTÉE**

10.3 Expansion Dieppe

10.3.1 Demande de financement - Fonds Chantiers Canada - Projet d'expansion du Parc industriel de Dieppe - phase 2

Proposée par: Jean-Claude Cormier
Appuyée par: Jean Gaudet

Que le conseil municipal autorise Expansion Dieppe à soumettre une demande de financement sous le *Fonds Chantiers Canada* pour la deuxième phase du projet d'expansion du

Seconded By: Jordan Nowlan

That Council accepts the partnership agreement between the City of Dieppe and *L'International du cerf-volant à Dieppe Inc. - Dieppe Kite International Inc.* for the period ending December 31st, 2016.

Further to the signing of the said partnership agreement, that Council authorizes a financial contribution in the amount of \$60,000 to *L'International du cerf-volant à Dieppe Inc. - Dieppe Kite International Inc.* for the 2016 edition and further authorizes that this amount be defrayed from account no. 1-2-70-88-3075 (General Operating Budget - Dieppe Kite International). **MOTION CARRIED**

Counc. Jean-Claude Cormier returns to his seat at 7:29 p.m.

10.2.4 Purchase of Ice Resurfacers

Moved By: Jody Dallaire
Seconded By: Roger LeBlanc

That Council awards the contract for the purchase of an ice resurfacers to *Saunders Equipment Ltd.*, at the cost of \$95,675 (plus HST), pursuant to the proposal dated March 14th, 2016 submitted by the said firm and authorizes that this expenditure be defrayed from account no. 1-2-70-84-2565 (General Operating Budget - Equipment Replacement Program). **MOTION CARRIED**

10.3 Expansion Dieppe

10.3.1 Application for Funding - Building Canada Fund - Dieppe Industrial Park Expansion Project - Phase 2

Moved By: Jean-Claude Cormier
Seconded By: Jean Gaudet

That Municipal Council authorizes Expansion Dieppe to submit a funding application under the *Building Canada Fund* for Phase 2 of the Dieppe Industrial Park Expansion Project and commits to

Parc Industriel de Dieppe et s'engage à financer un tiers des coûts de construction dudit projet, ce qui représente 1 667 000 \$, lequel sera remboursé par Expansion Dieppe selon une entente convenue entre les deux parties.

MOTION ADOPTÉE

10.4 Ingénierie

10.4.1 Achat de terrains - NIDs 70455720 et 01009976 - Projet de réfection Acadie/Amirault

Proposée par: Paul Belliveau
Appuyée par: Jean Gaudet

Que le conseil autorise l'achat du terrain portant le NID 01009976, excluant la parcelle C, l'achat d'une portion du terrain portant le NID 70455720, le transfert de la parcelle de terrain B et le versement d'une indemnité relative à l'expropriation datant de 1971 en vue du projet de réfection de l'avenue Acadie/rue Amirault et autorise en plus que le total de ces dépenses s'élevant à 150 000 \$ soit prélevé sur le compte no 3-3-35-58-7622 (Achat de terrains).

MOTION ADOPTÉE

10.5 Nominations

10.5.1 Autorité policière régionale de Codiac

Proposée par: Jean-Claude Cormier
Appuyée par: Paul Belliveau

Que le conseil nomme le conseiller Jordan Nowlan à titre de membre remplaçant le conseiller Jean-Marc Brideau sur l'Autorité policière régionale de Codiac pour la période du 1er au 30 avril 2016.

MOTION ADOPTÉE

10.5.2 Comité consultatif sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes

Proposée par: Jody Dallaire
Appuyée par: Jordan Nowlan

Que le conseil nomme Jason McGraw sur le

fund 1/3 of the construction costs of said project, an amount of \$1,667,000, which will be reimbursed by Expansion Dieppe pursuant to an agreement between the two parties.

MOTION CARRIED

10.4 Engineering

10.4.1 Land Purchase - PIDs 70455720 & 01009976 - Acadie/Amirault Reconstruction Project

Moved By: Paul Belliveau
Seconded By: Jean Gaudet

That Council authorizes the purchase of land identified under PID 01009976, excluding parcel C, the purchase of a portion of land identified under PID 70455720, the transfer of land parcel B, and the compensation payment relating to the 1971 expropriation for the Acadie/Amirault reconstruction project and further authorizes the sum of these expenditures, totaling \$150,000, be defrayed from account No. 3-3-35-58-7622 (Land Purchase).

MOTION CARRIED

10.5 Appointments

10.5.1 Codiac Regional Policing Authority

Moved By: Jean-Claude Cormier
Seconded By: Paul Belliveau

That Council appoints Councillor Jordan Nowlan as member replacing Councillor Jean-Marc Brideau on the Codiac Regional Policing Authority for the period from April 1st to the 30th, 2016.

MOTION CARRIED

10.5.2 Advisory Committee on Equal Opportunity Between Women and Men

Moved By: Jody Dallaire
Seconded By: Jordan Nowlan

That Council appoints Jason McGraw on the

Comité consultatif sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes pour un mandat se terminant le 31 décembre 2018.

MOTION ADOPTÉE

10.6 Travaux publics

10.6.1 Adjudication de marché - réparation d'asphalte 2016

Proposée par: Jean-Claude Cormier
Appuyée par: Jordan Nowlan

Que le conseil adjuge le marché visant le projet intitulé « Réparation d'asphalte 2016 » au soumissionnaire le moins-disant, soit *MacDonald Paving and Construction Limited*, au coût de 436 870,00 \$ (plus TVH) et autorise que cette dépense soit prélevée sur les comptes des budgets de fonctionnement énumérés dans le mémorandum en date du 16 mars 2016 relatif à ce projet.

MOTION ADOPTÉE

11. Arrêtés municipaux

11.1 Arrêté 78-6(2) concernant les rues et les trottoirs

11.1.1 Lecture dans son intégralité

Proposée par: Jordan Nowlan
Appuyée par: Jean Gaudet

Que la lecture dans son intégralité de l'Arrêté 78-6(2) concernant les rues et les trottoirs soit adoptée.

MOTION ADOPTÉE

(voir Annexe A)

11.1.2 3e lecture - TITRE

Proposée par: Jordan Nowlan
Appuyée par: Jean Gaudet

Que l'Arrêté 78-6(2) concernant les rues et les trottoirs, dont le titre uniquement a été lu, soit adopté en 3^e lecture.

MOTION ADOPTÉE

11.2 Arrêté A-8 (2016) concernant un régime de retraite pour les employés de la Ville de Dieppe

Advisory Committee on Equal Opportunity Between Women and Men for a term ending December 31st, 2018.

MOTION CARRIED

10.6 Public Works

10.6.1 Tender Award - 2016 Asphalt Repairs

Moved By: Jean-Claude Cormier
Seconded By: Jordan Nowlan

That Council awards the tender for the project entitled "2016 Asphalt Repairs" to the lowest bidder MacDonald Paving and Construction Limited, at the cost of \$436,870.00 (plus HST) and authorizes this expenditure be defrayed from operating budget accounts listed in the memorandum dated March 16th, 2016, pertaining to this project.

MOTION CARRIED

11. Municipal By-Laws

11.1 By-Law 78-6(2) Concerning Streets and Sidewalks

11.1.1 Reading in Its Entirety

Moved By: Jordan Nowlan
Seconded By: Jean Gaudet

That the reading in its entirety of By-Law 78-6(2) Concerning Streets and Sidewalks be adopted.

MOTION CARRIED

(see Schedule A)

11.1.2 3rd Reading - TITLE

Moved By: Jordan Nowlan
Seconded By: Jean Gaudet

That By-Law 78-6(2) Concerning Streets and Sidewalks, read by title only, be adopted in 3rd reading.

MOTION CARRIED

11.2 By-Law A-8(2016) Respecting the Pension Plan for the Employees of the City of Dieppe

11.2.1 Lecture par numéro d'article

Proposée par: Jean-Marc Brideau

Appuyée par: Jordan Nowlan

Que la lecture par numéro d'article de l'Arrêté A-8 (2016) concernant un régime de retraite pour les employés de la Ville de Dieppe soit adoptée.

MOTION ADOPTÉE

(voir Annexe B)

11.2.2 3e lecture - TITRE

Proposée par: Jean-Marc Brideau

Appuyée par: Jordan Nowlan

Que l'Arrêté A-8 (2016) concernant un régime de retraite pour les employés de la Ville de Dieppe, dont le titre uniquement a été lu, soit adopté en 3^e lecture.

MOTION ADOPTÉE

11.3 Arrêté C-20 autorisant la Ville de Dieppe à fermer de manière permanente une portion de la rue Richelieu

11.3.1 1re lecture - TITRE

Proposée par: Paul Belliveau

Appuyée par: Jean Gaudet

Que l'Arrêté C-20 autorisant la Ville de Dieppe à fermer de manière permanente une portion de la rue Richelieu, dont le titre uniquement a été lu, soit adopté en première lecture.

MOTION ADOPTÉE

11.3.2 2e lecture - TITRE

Proposée par: Paul Belliveau

Appuyée par: Jean Gaudet

Que l'Arrêté C-20 autorisant la Ville de Dieppe à fermer de manière permanente une portion de la rue Richelieu, dont le titre uniquement a été lu, soit adopté en deuxième lecture.

MOTION ADOPTÉE

11.2.1 Reading by Article Numbers

Moved By: Jean-Marc Brideau

Seconded By: Jordan Nowlan

That the reading by article numbers of By-Law A-8(2016) Respecting the Pension Plan for the Employees of the City of Dieppe be adopted.

MOTION CARRIED

(see Schedule B)

11.2.2 3rd Reading - TITLE

Moved By: Jean-Marc Brideau

Seconded By: Jordan Nowlan

That By-Law A-8(2016) Respecting the Pension Plan for the Employees of the City of Dieppe, read by title only, be adopted in 3rd reading.

MOTION CARRIED

11.3 By-Law C-20 Authorizing the City of Dieppe to Permanently Close a Portion of Richelieu Street

11.3.1 1st Reading- TITLE

Moved By: Paul Belliveau

Seconded By: Jean Gaudet

That By-Law C-20 Authorizing the City of Dieppe to Permanently Close a Portion of Richelieu Street, read by title only, be adopted in first reading.

MOTION CARRIED

11.3.2 2nd Reading - TITLE

Moved By: Paul Belliveau

Seconded By: Jean Gaudet

That By-Law C-20 Authorizing the City of Dieppe to Permanently Close a Portion of Richelieu Street, read by title only, be adopted in second reading.

MOTION CARRIED

12. Avis de motion

Le conseiller Paul Belliveau fait savoir qu'il présentera deux motions à la prochaine réunion ordinaire du conseil traitant sur les points suivants:

- Apporter les modifications nécessaires à l'Arrêté A-4.1 intitulé « *Arrêté procédural de la Ville de Dieppe concernant les comités du conseil et les commissions, les autorités et les comités externes* » afin que celui-ci précise que la nomination du président du Comité ad hoc sur la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne soit déterminée par un membre du public et non par le conseil municipal tel que stipulé dans ledit arrêté.
- Regarder à la possibilité de légiférer par voie d'arrêté l'élaboration d'un budget participatif annuel.

13. Demandes de renseignements et annonces des membres du conseil

14. Levée de la réunion

La réunion est levée à 20 h 06.

12. Notice of Motion

Counc. Paul Belliveau informs that he will present two motions at the next Regular Council Meeting concerning the following matters :

- Make the necessary changes to By-Law A-4.1 entitled "*Procedural By-Law of the City of Dieppe Concerning the Committees of Council and the External Commissions, Authorities and Committees*" so that it would specify that the appointment of chairperson for the Ad Hoc Committee on the Promotion of Democracy and Citizen Participation be determined by a member of the public and not by Members of Council as stipulated in the said by-law.
- Look into the possibility to legislate by means of a by-law the preparation of an annual participatory budget.

13. Enquiries and Announcements by Members of Council

14. Adjournment

The meeting is closed at 8:06 p.m.

Ernest Thibodeau
Maire suppléant / Deputy Mayor

Marc Melanson
Secrétaire municipal / Municipal Clerk

ND/nd

ARRÊTÉ N° 78-6(2)

**ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ DE LA
MUNICIPALITÉ DE DIEPPE CONCERNANT
LES RUES ET LES TROTTOIRS**

En vertu des pouvoirs que lui confère la *Loi sur les municipalités*, L.R.N.-B. 1973, chapitre M-22, le conseil municipal de Dieppe, dûment réuni, adopte ce qui suit :

Les articles 32 et 33 sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

32. À l'exception d'un terrain vacant, tout propriétaire ou locataire d'un terrain doit s'assurer que le gazon et l'herbe qui poussent sur son terrain, incluant sur la partie de la rue immédiatement en avant de l'habitation ou attenante à celle-ci, ne mesure plus de 20 centimètres.
33. Quiconque enfreint l'une des dispositions du présent arrêté est coupable d'une infraction punissable à titre d'infraction de la classe F et passible, sur déclaration de culpabilité, de l'amende prévue à la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*.

Première lecture par son titre: le 14 mars 2016

Deuxième lecture par son titre: le 14 mars 2016

Lecture dans son intégralité: le

Troisième lecture par son titre et adoption : le

BY-LAW NO. 78-6(2)

**A BY-LAW IN AMENDMENT OF A
BY-LAW OF THE MUNICIPALITY OF DIEPPE
RESPECTING STREETS AND SIDEWALKS**

Pursuant to the authority vested in it by the *Municipalities Act*, R.S.N.B. 1973, Chapter M-22, the Council of the Municipality of Dieppe, duly assembled, enacts as follows:

Articles 32 and 33 are repealed and replaced with the following :

32. With the exception of a vacant lot, any person who owns or leases a property shall ensure that the lawn or grass growing on his property, including on that portion of the street immediately in front of or adjacent to such property, does not measure more than 20 centimeters.
33. Any person who violates any of the provisions of this By-Law is guilty of an offence punishable as a Category F offense and is liable on summary conviction, to the fine set under the *Provincial Offences Procedures Act*.

First Reading by Title: March 14, 2016

Second Reading by Title: March 14, 2016

Read in its Entirety:

Third Reading by Title & Adoption:

Maire / Mayor

Secrétaire municipal / City Clerk

ARRÊTÉ N° A-8 (2016)

**ARRÊTÉ DE LA MUNICIPALITÉ DE DIEPPE CONCERNANT
UN RÉGIME DE RETRAITE POUR LES EMPLOYÉS DE LA
VILLE DE DIEPPE**

En vertu des pouvoirs que lui confère la *Loi sur les municipalités*, L.R.N.-B. 1973, chapitre M-22, et la *Loi sur les prestations de pensions*, L.R.N.B. 1973, chapitre P-5.1, le conseil municipal de Dieppe, dûment réuni, adopte ce qui suit :

1. Le conseil municipal de Dieppe maintient en vigueur un régime de retraite pour les employés de la Ville de Dieppe et d'Expansion Dieppe Inc.
2. Le régime de retraite à l'intention des employés de la Ville de Dieppe et d'Expansion Dieppe Inc. inclut le document désigné Annexe « A » joint aux présentes et qui fait partie intégrante du présent arrêté. Le présent arrêté, une fois adoptée, entrera en vigueur le 6 avril 2016.

ABROGATION

L'Arrêté n° A-8 (2013) intitulé *Arrêté de la municipalité de Dieppe concernant un régime de retraite pour les employés de la Ville de Dieppe*, fait et adopté le 9 décembre 2013 est abrogé.

FAIT ET ADOPTÉ le

Première lecture par son titre: le 14 mars 2016

Deuxième lecture par son titre: le 14 mars 2016

Lecture dans son intégralité:
(*Loi sur les municipalités 11.1(1)b*)
et 12(1)b)

Troisième lecture par son titre
et adoption :

BY-LAW NO. A-8 (2016)

**A BY-LAW OF THE MUNICIPALITY OF DIEPPE
RESPECTING THE PENSION PLAN FOR THE EMPLOYEES
OF THE CITY OF DIEPPE**

Pursuant to the authority vested in it by the *Municipalities Act*, R.S.N.B. 1973, Chapter M-22, and the *Pension Benefits Act*, Chapter P-5.1, the Council of the Municipality of Dieppe, duly assembled, enacts as follows:

1. The Council of the City of Dieppe hereby continues the pension plan for the employees of the City of Dieppe and Expansion Dieppe Inc.
2. The pension plan for the employees of the City of Dieppe and Expansion Dieppe Inc. comprises the document designated as Schedule "A" attached hereto and forming part of this by-law. This by-law, once enacted, will take effect April 6, 2016.

REPEAL

By-Law No. A-8 (2013) entitled "*A By-Law of the Municipality of Dieppe Respecting the Pension Plan for the Employees of the City of Dieppe*", ordained and passed on December 9, 2013 is hereby repealed.

ORDAINED AND PASSED

First Reading by Title: March 14, 2016

Second Reading by Title: March 14, 2016

Read in its Entirety:
(*Municipalities Act 11.1(1)b*)
& 12(1)b)

Third Reading by Title
and Adoption:

Maire/Mayor

Secrétaire municipal/City Clerk

<p>ANNEXE « A »</p> <p>RÉGIME DE RETRAITE POUR LES EMPLOYÉS PERMANENTS DE LA VILLE DE DIEPPE CONTRAT N° 68839 ÉTABLI EN COLLABORATION AVEC LA LONDON LIFE, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE</p>	<p>SCHEDULE "A"</p> <p>PENSION PLAN FOR THE PERMANENT EMPLOYEES OF THE CITY OF DIEPPE POLICY CONTRACT No. 68839 Arranged in conjunction with LONDON LIFE INSURANCE COMPANY</p>
--	--

1. DÉFINITIONS

« catégorie » désigne une des catégories de participants suivantes :

« catégorie A » désigne les salariés syndiqués du SCFP, section locale 4679, à l'exception des salariés de la catégorie C, et désigne les salariés d'Expansion Dieppe Inc., à l'exception de son directeur général.

« catégorie B » désigne les salariés non syndiqués désignés par l'employeur, y compris le directeur général d'Expansion Dieppe Inc.

« catégorie C » désigne les salariés auxiliaires du SCFP, section locale 4679.

« catégorie D » désigne les salariés syndiqués du SCFP, section locale 3515, à l'exception des salariés de la catégorie E.

« catégorie E » désigne les salariés occasionnels syndiqués du SCFP, section locale 3515.

« compagnie d'assurance » désigne la compagnie d'assurance London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.

« conjoint » désigne comme étant une de deux personnes suivantes :

- a) mariées l'une à l'autre;
- b) unies, par un mariage annulable qui n'a pas été déclaré nul; ou
- c) qui, de bonne foi, ont conclu l'une avec l'autre un mariage nul et ont cohabité de façon continue au cours de l'année précédente; et

1. DEFINITIONS

Classification means one of the following classifications of members:

"class A" means unionized employees of C.U.P.E. Local 4679, excluding employees of class C, and means employees of Expansion Dieppe Inc., excluding its General Manager.

"class B" means non-unionized employees specified by the employer, including Expansion Dieppe Inc.'s General Manager.

"class C" means unionized part-time employees of C.U.P.E. Local 4679.

"class D" means unionized employees of C.U.P.E. Local 3515, excluding employees of class E.

"class E – unionized casual employees of C.U.P.E. Local 3515.

"insurance company" means London Life Insurance Company

"spouse" means either of two persons who:

- a) are married to each other;
- b) are married to each other by a marriage that is voidable and has not been avoided by a declaration of nullity; or
- c) have gone through a form of marriage with each other in good faith that is void and have cohabited within the preceding year; and

d) comprend aussi « conjoint de fait ».

« conjoint de fait » désigne :

- a) s'agissant du décès d'un participant ou d'un ancien participant, la personne qui, sans être mariée avec lui, vivait dans une relation conjugale avec lui au moment du décès et depuis une période continue d'au moins deux ans immédiatement avant le décès;
- b) s'agissant de la rupture de l'union de fait, la personne qui, sans être mariée avec le participant ou l'ancien participant, vivait une relation conjugale avec lui depuis une période continue d'au moins deux ans immédiatement avant la date de cette rupture; ou
- c) dans tous les autres cas, la personne qui, au moment considéré, sans être mariée avec le participant ou l'ancien participant, vit dans une relation conjugale avec lui depuis une période d'au moins deux ans continue immédiatement avec ce moment;
- d) est l'union de deux personnes non mariées l'une à l'autre qui ont vécu ensemble continuellement au cours des douze mois précédents s'ils sont les parents naturels ou adoptifs d'un enfant, toutefois, conjoint de fait ne comprend pas toute personne qui n'est pas reconnue comme un conjoint de fait au sens de la *Loi sur l'impôt sur le revenu*.

« continu », ne comprend pas, relativement à l'emploi, à la participation ou au service, les périodes de suspension temporaire d'emploi, de participation ou de service et les périodes de mise à pied.

« date d'échéance » désigne le 31 décembre qui coïncide avec ou qui suit la date à laquelle le participant atteint l'âge de 71 ans, ou toute autre date prévue par la *Loi de l'impôt sur le revenu*. À la

d) includes "common-law partner".

"common-law partnership" means:

- a) in the case of the death of a member or former member, a person who, not being married to the member or former member, was cohabiting in a conjugal relationship with the member or former member at the time of the death of the member or former member and was cohabiting in a conjugal relationship with the member or former member for a continuous period of at least two years immediately before the death of the member or former member;
- b) in the case of the breakdown of a common-law partnership, a person who, not being married to the member or former member, was cohabiting in a conjugal relationship with the member or former member for a continuous period of at least two years immediately before the date of the breakdown of the common-law partnership; or
- c) in any other case, a person who, not being married to a member or former member at the particular time under consideration, is cohabiting in a conjugal relationship with the member or former member at that time and who has so cohabited for a continuous period of at least two years immediately before that time;
- d) means a person who has lived with the member in a conjugal relationship continuously for a period of one year if they are the natural or adoptive parents of a child. However, a common-law spouse shall not include any person who is not recognized as a common-law partner under the *Income Tax Act*.

"continuous" in relation to employment, membership or service, means without regard to periods of temporary suspension of employment, membership or service and without regard to periods of lay-off from employment.

"maturity date" means December 31 coincident with or following the date the Member attains age 71, or any other time as provided by the *Income Tax Act*. Upon reaching maturity date, the payment of

date d'échéance, le versement du revenu de retraite prévu par le régime doit alors débiter, si ce n'est déjà fait.

« date d'entrée en vigueur du régime » désigne le 1^{er} janvier 1974, soit la date d'effet initiale du régime.

« employeur » désigne la Ville de Dieppe et Expansion Dieppe Inc., sauf lorsque le contexte exige un sens différent.

« exercice financier du régime » désigne la période commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre suivant.

« fonds » désigne les fonds de placement établis dans le cadre du régime.

« législation applicable » désigne la *Loi sur les prestations de pension* du Nouveau-Brunswick et la *Loi sur les municipalités* du Nouveau-Brunswick ou toute loi similaire (et ses règlements) régissant le régime. Elle comprend les règlements provinciaux pertinents ainsi que la loi fédérale de l'impôt sur le revenu et les règlements établis par l'Agence du revenu du Canada qui régissent les régimes de retraite agréés.

« participant » désigne un salarié de la Ville de Dieppe ou Expansion Dieppe Inc. qui participe au régime de retraite.

« régime de retraite à cotisation déterminée » désigne une prestation de pension déterminée en fonction des cotisations et de leurs intérêts, approvisionnée par ces cotisations et intérêts, et payée par un participant ou pour le crédit d'un participant à un régime de pension sur la base d'un compte individuel.

« salaire annuel » désigne, aux fins du régime, la rémunération de base versée au participant par l'employeur au cours de l'année, à l'exclusion de toute rémunération des heures supplémentaires, des commissions et des gratifications.

« salarié » désigne toute personne physique employée par l'employeur, à l'exception des élus.

« SCFP » désigne Syndicat canadien de la fonction publique.

« surplus » désigne l'excédent de la valeur des éléments d'actif du régime de retraite de pension

retirement income provided for by the plan, if not having commenced earlier, must commence.

“commencement date of the plan” means January 1st, 1974, the original effective date of the plan.

“employer” means The City of Dieppe and Expansion Dieppe Inc., unless the context requires otherwise.

“plan year” means the period commencing on January 1st in any year and ending on the following December 31.

“funds” means the investment funds established in connection with the plan

“applicable legislation” means the New Brunswick *Pension Benefits Act* and *Municipalities Act* or any similar act (and the regulations issued thereunder) having jurisdiction over the plan and will include the applicable provincial rules and regulations and/or the federal income tax act and regulations established by the Canada Revenue Agency to govern registered pension plans.

“member” means an employee of the City of Dieppe or Expansion Dieppe Inc. who is a member of the pension plan.

“defined contribution pension plan” means a pension benefit that is determined with reference to and provided by contributions, and the interest on the contributions, paid by or for the credit of a member of a pension plan and determined on an individual account basis.

“annual earnings” means the basic remuneration received from the employer during the year, excluding any payment for commission, overtime and bonuses.

“employee” means a natural person who is employed by the employer, excluding elected officials.

“C.U.P.E.” means Canadian Union of Public Employees.

“surplus” means the excess of the value of the assets of the pension fund related to the plan over the value

affèrent au régime par rapport à la valeur des éléments de passif en vertu du régime.

of the liabilities under the plan.

2. LE RÉGIME

2. THE PLAN

2.1 Le présent document contient les dispositions du régime de retraite des salariés de la Ville de Dieppe et d'Expansion Dieppe Inc. (le « régime »), en date du 6 avril 2016.

2.1 This document sets out the terms of the pension plan for the employees of the City of Dieppe and Expansion Dieppe Inc. (the "plan"), as in effect on April 6, 2016.

Historique

Background

2.2 Il s'agit d'un régime de retraite à cotisation déterminée, à caractère contributif et capitalisé au moyen d'un contrat de régime de retraite collectif émis par London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.

2.2 This is a defined contribution plan, funded by contributions under the group pension plan contract issued by the London Life Insurance Company.

Le contrat original numéro 18849 avec Crown Life en date du 1^{er} janvier 1974 a été modifié par le contrat numéro AMP 67801 de Crown Life le 1^{er} juin 1992, transféré à Standard Life le 1^{er} juillet 1996 sous le contrat numéro RS 100374-0131 et ensuite transféré à London Life, Compagnie d'Assurance-Vie le 6 avril 2016 par le contrat numéro 68839.

The original contract with Crown Life, contract number 18849, was dated January 1st, 1974, modified by contract number AMP 67801 June 1st, 1992, (still with Crown Life), replaced by contract number RS100374-0131 by Standard Life, dated July 1st, 1996 and then replaced by contract number 68839 by London Life Insurance Company April 6, 2016.

À la suite du transfert du contrat de régime de retraite collectif à London Life, Compagnie d'Assurance-Vie de la valeur de l'actif détenu dans les contrats précédents ce contrat, ledit actif sera réparti, pour le compte des participants du régime précédent, en cotisations de base, salariales et patronales, et en cotisations volontaires additionnelles, s'il y a lieu, selon les directives fournies par l'administrateur du régime à la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.

Following the transfer of the pension plan to London Life Insurance Company contract, of the value of the assets held thereunder, such value will be allocated for the credit of the former plan members in the proportion of employee to employer required and/or additional voluntary contributions as advised to the London Life Insurance Company by the plan administrator.

Les dispositions du régime décrites aux présentes continueront de s'appliquer à toutes les prestations exigibles relativement auxdits montants transférés, à moins d'avis contraire.

The terms of the plan as described in this document will thereafter continue to apply for all benefits due in respect of these transferred amounts unless otherwise stated.

Responsabilité de l'employeur

Employer's Responsibility

2.3 Il incombe à l'employeur d'assurer que les cotisations versées aux fins de placement et d'investissement en vertu du régime sont détenues dans un portefeuille à caractère prudent dans le meilleur intérêt financier des

2.3 The employer is responsible to ensure contributions deposited for investment under the plan are held in a prudent portfolio for the best financial interest of the members. Contributions will be credited with such

participants. Lesdites cotisations donneront lieu à l'intérêt, aux dividendes et aux plus-values et moins-values qui peuvent raisonnablement être attribuées aux fonds auxquels elles sont affectées. Tous les placements et les investissements seront détenus au nom ou au profit du régime. Par ailleurs, les cotisations relatives à chaque participant ainsi que toutes autres sommes admissibles, accordées au participant conformément aux dispositions du régime, seront détenues dans un compte distinct. Lesdites cotisations et autres sommes seront affectées aux termes du contrat de régime de retraite collectif avec London Life, Compagnie d'Assurance-Vie, conformément aux exigences de la législation pertinente à laquelle est assujettie la gestion du régime. Sauf indication contraire aux présentes, toutes les prestations s'appliquent aux services rendus au Canada.

Responsabilité de London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.

- 2.4 La responsabilité de la compagnie d'assurance se limite aux versements des prestations constituées par elle.

Administrateur du régime

- 2.5 L'employeur sera l'administrateur du régime et il sera responsable de la gestion et de l'administration du régime dans son ensemble. Il remettra les cotisations à la compagnie d'assurance qui procèdera à leur affectation conformément aux exigences de la législation pertinente. Les revenus de placements et d'investissements aux termes du régime seront affectés au compte de chaque participant, sur une base raisonnable, et ladite affectation sera effectuée au moins une fois l'an, conformément à la législation applicable.

Prélèvement des frais du régime

- 2.6 Les frais relatifs à l'administration générale du régime sont réglés à même la caisse de retraite, à moins qu'ils ne soient réglés par l'employeur.

L'employeur verse les contributions

- 2.7 L'employeur devra verser les cotisations salariales et les cotisations patronales au régime au cours

interest, dividends, gains and losses as can reasonably be attributed to the funds which hold them. All investments will be held in the name of, or for the benefit of the plan. Furthermore, contributions in respect of each member of the plan together with any other eligible amounts allocated to a member in accordance with the terms of the plan will be maintained in a separate account. Such amounts will be applied under the terms of the London Life Insurance Company contract in accordance with the requirements of applicable legislation which will also govern the operation of the plan. Unless stated otherwise herein, all benefits are in respect of service rendered in Canada.

London Life Insurance Company's Responsibility

- 2.4 The assurance company will only assume liability for payment of those benefits purchased from it.

Plan Administrator

- 2.5. The employer will be the administrator of the plan and will be responsible for the overall operation and administration of the plan and will remit contributions to the assurance company who will effect investments in accordance with the requirements of applicable legislation. Investment earnings under the plan will be allocated to each member's account on a reasonable basis and, in accordance with applicable legislation, such allocations will occur no less frequently than once annually.

Payment of Plan Costs

- 2.6 The costs related to the general administration of the plan are paid from the pension fund unless they are paid by the employer.

Employer Deposits Contributions

- 2.7 Member contributions and employer contributions must be deposited under the plan

des 15 jours qui suivent le dernier jour du mois au cours duquel les cotisations ou les montants ont été reçus ou retenus.

by the employer within the 15 days following the last day of the month during which the contributions or the amounts have been received or retained.

2.8 Aux fins d'interprétation du régime, le masculin comprend le féminin, et le singulier comprend le pluriel, selon les exigences du texte.

2.8 The singular includes the plural and the gender means his or her for the purpose of the wording in this document.

3. PARTICIPATION

3. MEMBERSHIP

3.1 Sous réserve des paragraphes 3.2, 3.3 et 3.6, les salariés doivent souscrire au régime le 1^{er} du mois suivant la date à laquelle ils comptent 6 mois de service.

3.1 Subject to subsections 3.2, 3.3, and 3.6, employees shall join the plan on the first day of the month following the date on which they complete 6 months of service.

3.2 Les salariés auxiliaires du SCFP, section locale 4679, peuvent s'inscrire au régime le 1^{er} jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle ils comptent 24 mois de service, sous réserve que, pendant chacune des 2 dernières années de service chez l'employeur précédant immédiatement leur participation au régime, ils aient touché au moins 35 % du salaire plafond annuel, défini dans le Régime de pensions du Canada.

3.2 Part-time employees of C.U.P.E. Local 4679 may elect to join the plan on the first day of any month-coincident with or following the date on which they complete 24 months of service with the employer but are only eligible if they have earned at least 35% of the year's maximum pensionable earnings level as defined under the Canada Pension Plan in each of the past 2 consecutive calendar years of service with the employer immediately prior to joining the plan.

3.3 Les salariés occasionnels syndiqués du SCFP, section locale 3515, peuvent s'inscrire au régime le 1^{er} jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle ils comptent 6 mois de service, sous réserve qu'ils aient été rémunérés pour l'équivalent d'au moins 1 040 heures.

3.3 Unionized casual employees of C.U.P.E. Local 3515 may elect to join the plan on the first day of any month coinciding with or following the date on which they complete 6 months of service with the employer but are only eligible if they have been remunerated for at least the equivalent of 1,040 hours.

3.4 Un participant à un régime de pension ne cesse pas de l'être pour le seul motif qu'il gagne moins de 35 % du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pendant une année civile.

3.4 A member of a pension plan does not cease to be a member of the pension plan by reason only that the member earns less than 35% of the year's maximum pensionable earnings in a calendar year.

3.5 Tout salarié doit remplir et envoyer une demande de participation en la forme et selon les modalités prescrites par l'administrateur pour adhérer au régime.

3.5 To join the plan every employee must complete and submit an application for membership in the form and manner prescribed by the administrator.

Si un participant n'a pas encore rempli la demande de participation et que des contributions ont déjà été versées en son nom, ces dernières seront investis dans le fonds par défaut suivant :

If a member has not completed the application for membership and contributions have already been paid on his behalf, the said contributions will be invested in the following default fund:

« Fonds à date cible rajusté en fonction du risque »

“Risk Adjusted Target Date Fund”

sans aucun recours légal de la part du participant, son conjoint, son bénéficiaire, sa succession ou son représentant successoral.

without any legal recourse by the participant, his spouse, beneficiary, estate or legal representative of the estate

3.6 Malgré ce qui précède, l'administrateur se réserve le droit d'exempter tout salarié des exigences d'admissibilité au régime, sous réserve de la législation provinciale applicable.

3.6 Notwithstanding the foregoing, the administrator reserves the right to waive the eligibility requirements for employees from membership in the plan, subject to the applicable provincial legislation.

4. COTISATIONS

4. CONTRIBUTIONS

4.1 Le participant peut effectuer des cotisations volontaires additionnelles, sous réserve qu'elles soient conformes aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

4.1 A member may elect to make additional voluntary contributions as permitted by the *Income Tax Act*.

4.2 Les cotisations salariales et patronales, s'il y a lieu, seront déductibles en vertu des dispositions des sous-alinéas 147.2(1) et 147.2(4), respectivement, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Lesdites cotisations ainsi que toutes sommes réaffectées aux participants ne doivent pas excéder le plafond pouvant servir à l'établissement du facteur d'équivalence du participant en vertu du sous-alinéa 147.1(8) de cette loi. Les cotisations doivent être remboursées au cotisant si des cotisations ou des réaffectations effectuées pour le compte d'un participant au cours d'une année civile exposent le régime à un retrait d'agrément.

4.2 Employer contributions and member contributions, if any, are deductible under the provisions of subsections 147.2(1) and 147.2(4), respectively, of the *Income Tax Act*. Such contributions together with any forfeited amounts reallocated to members will not exceed the maximum amounts which may be used to establish a member's pension adjustment by virtue of subsection 147.1(8) of the said act. Contributions must be returned to the contributor in the event that any contributions or reallocations made in respect of a member in a calendar year cause the plan to become revocable.

4.3 Le participant peut transférer directement au régime tout montant qui lui est dû aux termes d'un autre régime agréé. Le transfert et l'administration dudit montant versé au régime devront être conformes à la législation pertinente.

4.3 A member may transfer to the plan on a direct plan to plan basis any amount due to him or her from another registered plan. Such amounts will be transferred and administered under the plan in accordance with applicable legislation.

4.4 Les cotisations patronales et salariales sont comme suit :

4.4 Contributions from Employer and Employees are as follows:

« Catégorie A » - Le participant devra cotiser, au moyen de retenues sur le salaire, une somme égale à 7,5 % de son salaire annuel, à compter du 1^{er} janvier 2014.

“Class A” – Each member of the plan will be required to contribute, by payroll deduction, an amount equal to 7.5% of his or her annual earnings, effective January 1st, 2014.

L'employeur cotisera, pour chaque participant, une somme égale aux cotisations de base dudit

The employer will contribute, on behalf of each member, an amount equal to the required

participant.

« Catégorie B » - Le participant devra cotiser, au moyen de retenues sur le salaire, une somme égale à 6,5 % de son salaire annuel, à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'employeur cotisera, pour chaque participant, une somme égale à 11,5 % du salaire annuel dudit participant.

Avant 1995, tous les employés non syndiqués de cette catégorie recevaient les mêmes cotisations patronales au régime de retraite que les salariés de la catégorie A. En 1995, un montant forfaitaire de 2 % de pension de la part de l'employeur au lieu d'une augmentation salariale a été choisi par les membres de cette catégorie, à l'exception de deux employées. En 1996, ceci s'est répété pour tous les membres de ladite catégorie pour établir ce montant forfaitaire à 4 % du salaire en cotisation patronale au lieu d'une augmentation salariale. Seules deux employées non syndiquées recevaient, à compter de 1996, 2 % en cotisation patronale supplémentaire au lieu de 4 %, ayant renoncé à la première tranche de 2 % de pension pour l'inclure dans leur salaire annuel en 1995. Aujourd'hui, d'un point de vue législatif, afin d'obtenir la même augmentation que celle des membres de la catégorie A, les cotisations patronales devaient augmenter à 11,5 %. Ceci permet également une cotisation mensuelle pour toutes les catégories de participants au régime selon leurs cotisations patronales respectives.

« Catégorie C » - Le participant devra cotiser, au moyen de retenues sur le salaire, une somme égale à 4,5 % de son salaire annuel, à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'employeur cotisera, pour chaque participant, une somme égale aux cotisations de base dudit participant.

« Catégorie D » - Le participant devra cotiser, au moyen de retenues sur le salaire, une somme égale à 7 % de son salaire annuel, à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'employeur cotisera, pour chaque participant, une somme égale aux cotisations de base dudit

contributions of the member.

"Class B" – Each member of the plan will be required to contribute, by payroll deduction, an amount equal to 6.5% of his or her annual earnings, effective January 1st, 2014.

The employer will contribute, on behalf of each member, an amount equal to 11.5% of the member's annual earnings.

Until 1995, all employees in this class received the same employer contributions to their pension plan as Class A employees. In 1995, members of this class chose a 2% lump sum paid through employer contributions into their pension plan, in lieu of a wage increase, with the exception of two employees. The same was applied for all members of this class in 1996, which had the effect of having an additional employer contributions of 4% in the pension plan in lieu of a wage increase. As of 1996, only two non unionized employees received an additional employer contribution of 2% instead of 4%, having waived the first 2% pension increase to include the 2% increase in their annual earnings in 1995. In order to have the same increase from employer's contribution as Class A members, the employer contributions had to be increased to 11.5% for legislative purposes. This also allows a monthly contribution for all pension plan members according to their respective class of employer contributions.

"Class C" – Each member of the plan will be required to contribute, by payroll deduction, an amount equal to 4.5% of his or her annual earnings, effective January 1st, 2014.

The employer will contribute, on behalf of each member, an amount equal to the required contributions of the member.

"Class D" – Each member of the plan will be required to contribute, by payroll deduction, an amount equal to 7% of his or her annual earnings, effective January 1st, 2014.

The employer will contribute, on behalf of each member, an amount equal to the required

participant.

« Catégorie E » - Le participant devra cotiser, au moyen de retenues sur le salaire, une somme égale à 7 % de son salaire annuel, à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'employeur cotisera, pour chaque participant, une somme égale aux cotisations de base dudit participant.

contributions of the member.

"Class E" – Each member of the plan will be required to contribute, by payroll deduction, an amount equal to 7% of his or her annual earnings, effective January 1st, 2014.

The employer will contribute, on behalf of each member, an amount equal to the required contributions of the member.

5. DATE NORMALE DE LA RETRAITE

La date normale de la retraite du participant sera son 60^e anniversaire de naissance, s'il tombe le 1^{er} jour du mois, sinon le 1^{er} jour du mois suivant.

6. RETRAITE ANTICIPÉE OU DIFFÉRÉE

Le participant peut prendre une retraite anticipée le 1^{er} jour de tout mois au cours des 10 années précédant la date normale de la retraite pourvu que le nombre minimal de 5 ans de service continu soit atteint pour bénéficier de l'option de prendre une retraite anticipée. Si le participant décide de différer sa retraite (ajourner), les cotisations se poursuivront, et il touchera sa pleine rente le 1^{er} du mois suivant son départ en retraite, mais au plus tard à la fin de l'année au cours de laquelle il atteindra la date d'échéance.

7. CESSATION D'EMPLOI

7.1 Tout participant qui met fin à son emploi avant la date normale de la retraite touchera, à son gré :

- (a) un remboursement au comptant de la valeur de ses cotisations versées aux fonds, ou la rente viagère différée, payable à compter de la date normale de la retraite, qui peut être constituée par ladite valeur, ET
- (b) la valeur des cotisations patronales versées pour lui aux fonds. Le participant peut demander un remboursement au comptant de ladite valeur, ou son

5. NORMAL RETIREMENT DATE

A member's normal retirement date will be the first day of the month coincident with or following his or her 60th birthday.

6. DEFERED PENSION OR PENSION ON EARLY RETIREMENT

A member may retire early on the first day of any month within 10 years of his or her normal retirement date. To qualify, a member shall have at least 5 continuous years of employment with the employer. If a member defers retirement, contributions will continue to be made and the member will receive his or her pension on the first day of the month following retirement but not later than the end of the year in which the member reaches maturity date.

7. TERMINATION OF EMPLOYMENT

7.1 A member who terminates his or her employment before normal retirement date will receive the following, in accordance with the member's election:

- (a) a cash refund of the value of the member's contributions to the funds, or, a deferred life annuity payable from normal retirement date for the amount of pension which can be purchased by the said value, AND
- (b) the value of the employer's contributions to the funds made on the member's behalf. The member may elect settlement as a cash refund, or, elect to apply the said

affectation à la constitution d'une rente viagère différée, payable à compter de la date normale de la retraite.

value to purchase a deferred life annuity payable from normal retirement date.

7.2 Si, à la date de sa cessation d'emploi, le participant compte cinq années de service continu chez l'employeur, les prestations sont immobilisées, et il n'est pas admissible à un remboursement au comptant. Il touchera, par contre, une rente viagère différée, payable à compter de la date normale de la retraite, constituée au moyen de la valeur des cotisations patronales versées pour lui aux fonds et des cotisations salariales, exception faite des cotisations facultatives. Ladite rente viagère différée ne peut être rachetée au comptant.

7.2 If, at the date of termination of employment, the member has completed a period of five years of continuous service with the employer benefits are locked-in and he or she may not receive a cash refund but instead will receive a deferred life annuity payable from normal retirement date in respect of all funds not attributable to voluntary contributions, including those funds which are derived from employer contributions made on the member's behalf. This deferred life annuity cannot be surrendered for cash.

7.3 En remplacement de la rente viagère différée, le participant peut exercer ses droits de transférabilité conformément à l'article 8, « Transférabilité des prestations ».

7.3 In lieu of a deferred life annuity, the member can exercise his or her portability options in accordance with Section 8, "Portability of Benefits".

7.4 Le participant qui quitte le service de l'employeur ne peut continuer de cotiser au régime.

7.4 A member who leaves the service of the employer is not permitted to make any further contributions to the plan.

7.5 Le participant qui, à la date de sa cessation d'emploi, est à moins de dix années de la date normale de la retraite peut opter pour une rente anticipée en vertu du régime, en remplacement de toutes autres prestations qui auraient normalement été versées conformément aux dispositions de la présente partie.

7.5 Members who are within ten years of normal retirement date on the date of termination of employment may elect to receive an early retirement pension under the plan in lieu of any of the other benefits otherwise available in accordance with the terms of this section.

8. DÉCÈS

8. DEATH

8.1 Sous réserve de toute législation applicable, le participant peut modifier la désignation de bénéficiaire. Aux fins du régime, le conjoint du participant sera réputé être son bénéficiaire désigné.

8.1 Subject to any applicable law, a member may modify a named beneficiary. For the purposes of the plan, the spouse of the member will be deemed to be his or her named beneficiary.

8.2 Advenant le décès du participant avant son départ en retraite et avant la date normale de la retraite, la valeur de toutes les cotisations versées aux fonds par lui ou pour lui, y compris les cotisations patronales, sera remboursée au comptant à son conjoint, le cas échéant, ou au bénéficiaire désigné ou à sa succession.

8.2 If a member dies before retirement and before normal retirement date, a cash refund will be made of the value of all contributions to the funds made by or on behalf of the member, including contributions made by the employer. Payment will be made to the member's spouse or in the absence of a spouse to the designated beneficiary or to the member's estate.

- 8.3 Le conjoint peut exercer ses droits de transférabilité conformément aux dispositions de la législation applicable, ou il peut opter pour l'affectation du remboursement à la constitution d'une rente viagère immédiate ou différée, prévue aux termes du régime, dont le service débutera au plus tard à la fin de l'année au cours de laquelle il atteindra la date d'échéance ou, si son âge excède ladite date d'échéance, dans les 12 mois suivants le décès du participant. La période garantie de ladite rente ne peut dépasser 15 ans.
- 8.4 Advenant le décès du participant avant son départ en retraite, mais après la date normale de la retraite, le participant sera réputé avoir pris sa retraite avant la date de son décès, et le remboursement sera versé à son conjoint, au bénéficiaire désigné ou à sa succession conformément à l'article 9, « Rente normale ».
- 8.5 Tout bénéficiaire en vertu du régime, reconnu comme un conjoint de fait au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, peut exercer ses droits de transférabilité conformément aux dispositions de la législation pertinente.

- 8.3 A spouse may exercise portability rights in accordance with the terms of applicable legislation, or may elect to apply the refund towards the purchase of an immediate annuity for life or a deferred annuity for life under the terms of the plan, beginning not later than the end of the year in which he or she reaches maturity date or, if the spouse has already reached maturity date, within one year after the date of the member's death. Such annuity may be guaranteed for a period not exceeding 15 years.
- 8.4 If a member dies before retirement but after normal retirement date, the member will be deemed to have retired before the date of his or her death and payment will be made to the designated beneficiary or estate of the member and/or to the member's spouse in accordance with section 9, "Normal Form of Pension".
- 8.5 Any beneficiary designated under the plan, recognized as a common-law partner under the *Income Tax Act*, may exercise portability rights in accordance with applicable legislation.

9. TRANSFÉRABILITÉ DES PRESTATIONS

- 9.1 Les prestations sont pleinement transférables conformément aux alinéas (a) et (b) ci-après :

(a) *transférabilité des prestations non immobilisées*

On peut choisir de toucher un remboursement au comptant imposable ou de transférer la valeur des prestations :

- (i) à un autre régime de retraite agréé, si ledit régime le permet, ou
- (ii) à un régime d'épargne-retraite agréé, ou encore,
- (iii) être affectée à la constitution d'une rente viagère différée.

9. PORTABILITY OF BENEFITS

- 9.1 Benefits are fully portable in accordance with sections (a) and (b) below:

(a) *portability of non locked-in benefits*

An election may be made to receive a taxable cash refund or to transfer the value of benefits:

- (i) to another registered pension plan if the other pension plan so allows, or
- (ii) to a registered retirement savings plan, or,
- (iii) a deferred life annuity contract may be purchased.

(b) *transférabilité des prestations immobilisées*

La valeur des prestations peut être transférée :

- (i) à un autre régime de retraite agréé, si ledit régime le permet; ou
- (ii) à un REER qui répond aux exigences de la législation pertinente relativement au maintien de l'administration des capitaux transférés; ou
- (iii) à tout type de fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) prescrit par la législation applicable;

à condition que le transfert ne soit effectué qu'à la réception d'une preuve que la valeur des prestations devant être transférées sera administrée conformément aux dispositions de la législation pertinente en matière de transférabilité des prestations immobilisées.

Sinon, ladite valeur peut être affectée à la constitution d'une rente viagère immédiate ou différée, selon le cas.

- 9.3 Les prestations sont réputées immobilisées lorsqu'elles ne peuvent être touchées au comptant aux termes du régime.
- 9.4 Dans certaines provinces, le REER mentionné dans le sous-alinéa (b)(ii) ci-dessus est désigné sous l'appellation compte de retraite immobilisé (CRI), et, dans d'autres provinces, sous l'appellation régime enregistré d'épargne-retraite immobilisé (REER immobilisé).
- 9.5 Le fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) mentionné dans le sous-alinéa (b)(iii) ci-dessus signifiera un fonds de revenu viager (FRV) s'il est prescrit comme tel dans la province en question. Il pourra également signifier un fonds immobilisé de revenu de retraite (FIRR) dans les provinces qui prévoient ce type de fonds.

(b) *portability of locked-in benefits*

An election may be made to transfer the value of benefits to:

- (i) another registered pension plan if the other pension plan so allows; or
- (ii) an RRSP that meets the conditions stipulated by applicable legislation with respect to the continuing administration of the funds transferred; or
- (iii) any form of Registered Retirement Income Fund (RRIF) prescribed by applicable legislation;

provided that no transfer will be effected except upon receipt of evidence that the value of benefits to be transferred will be administered in accordance with the conditions prescribed by applicable legislation as regards portability of locked-in benefits.

Alternatively, a deferred or immediate life annuity contract, as the case may be, can be purchased.

- 9.3 Benefits are determined to be "locked-in" if such benefits cannot be provided as a cash refund under the terms of the plan.
- 9.4 In certain provinces, the RRSP referred to in subsection (b)(ii) above is called a Locked-In Retirement Account (LIRA), and in other provinces this RRSP is called a Locked-In Registered Retirement Savings Plan (Locked-In RRSP).
- 9.5 The Registered Retirement Income Fund (RRIF) referred to in subsection (b)(iii) above will be construed to mean a Life Income Fund (LIF) if provincially prescribed as such, and may also mean a Locked-in Retirement Income Fund (LRIF), in provinces that provide for the LRIF.

9. RENTE NORMALE

- 9.1 Au départ en retraite du participant, la valeur totale des cotisations versées aux fonds, y compris les cotisations versées pour lui par l'employeur, servira à la constitution d'une rente. La rente viagère sera servie par mensualités égales et elle comprendra une garantie de dix ans et par la suite la vie durant du rentier.
- 9.2 Si le participant a un conjoint, la rente qui lui sera servie sera une rente viagère et, advenant son décès avant celui de son conjoint, elle se poursuivra à ce dernier, sa vie durant. Ladite rente correspondra alors à 60 % de la rente servie au participant immédiatement avant la date de son décès.
- 9.3 Les prestations de rente ne peuvent être ni cédées ni escomptées une fois commencé le service de la rente, sauf en cas de décès du rentier.
- 9.4 Toute rente doit être souscrite auprès d'une personne détenant un permis à cet effet ou autorisée par la législation canadienne ou provinciale à faire souscrire ce type de rente.

10. OPTIONS DE RÈGLEMENT

- 10.1 En tout temps avant son départ en retraite, le participant peut opter pour un des modes de règlement de rente décrits ci-après. Le participant qui a un conjoint admissible peut opter pour une rente réversible qui assurera à son conjoint survivant une rente supérieure à celle qui est décrite à l'article 9, « Rente normale », mais ladite rente n'excèdera pas 100 %. Toutefois, aucun autre mode de règlement de rente ne peut être choisi par le participant qui a un conjoint admissible sans qu'un formulaire de renonciation approuvé par le gouvernement provincial, et qui doit être signé par ledit conjoint, soit soumis dans les 12 mois précédant immédiatement la date d'entrée en jouissance de la rente du participant.

9. NORMAL FORM OF PENSION

- 9.1 When a member retires, the total value of all contributions to the funds, including contributions made on his or her behalf by the employer, will be used to purchase a pension. The pension is payable by monthly instalments in equal periodic amounts for a minimum of ten years and as long thereafter as the pensioner lives.
- 9.2 If a member has a spouse, the pension is payable during the lifetime of the member, provided that if the member predeceases his or her spouse, pension payments shall continue to be made during the lifetime of the spouse at the rate of 60% of the amount being paid to the member immediately prior to the date of his or her death.
- 9.3 Pension benefits may not be surrendered or commuted once pension payments have commenced, except in the event of death of a pensioner.
- 9.4 Pensions must be purchased from a person licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or of the province to sell such pensions.

10. OPTIONAL FORMS OF PENSION

- 10.1 At any time prior to actual retirement, a member may elect to have his or her pension paid in one of the forms described below. A member who has an eligible spouse may elect a joint annuitant option which provides his or her surviving spouse with a pension continuing at a higher rate than that described in section 9, "Normal Form of Pension", without exceeding 100%. However, no other optional forms of pension may be elected by a member who has an eligible spouse, without the submission of a provincially approved waiver form signed by the spouse within the 12 months immediately preceding the member's date of commencement of pension.

10.2 « rente garantie ou non » désigne une rente peut être servie au participant :

- (i) sa vie durant, sans période garantie, ou
- (ii) sa vie durant, avec période garantie, et advenant son décès avant la fin de la période garantie (maximum 15 ans) à son bénéficiaire, jusqu'à la fin de ladite période.

10.3 « Rente réversible » désigne une rente viagère peut être servie au participant à la condition qu'elle se poursuive, après son décès, à son conjoint, sa vie durant.

10.4 Le participant doit déterminer, lors du choix de l'option, la fraction de rente devant être versée à son conjoint. Advenant le décès du participant ou du conjoint avant le début du service de la rente, la présente option sera annulée d'office.

10.5 « Rente augmentée annuellement » désigne une rente viagère peut être servie au participant, étant entendu qu'elle sera augmentée tous les 1^{er} janvier selon un taux annuel qui ne doit pas excéder 4 %. La présente option, qui doit être choisie au départ en retraite du participant, est offerte avec ou sans période garantie.

11. CESSION

La rente et toutes autres prestations prévues aux termes du régime ne peuvent ni être cédées, grevées, anticipées ou offertes en garantie, ni faire l'objet d'une renonciation.

12. DÉCLARATION D'ÂGE

Les participants et les corentiers doivent présenter, sur demande, une déclaration d'âge satisfaisant aux exigences de la compagnie d'assurance.

10.2 "Optional Guaranteed Periods" means a pension may be payable to the member:

- (i) during his or her lifetime with no further guarantee, or
- (ii) during his or her lifetime and in the event of his or her death before the end of the chosen guaranteed period (not exceeding 15 years) to the beneficiary for the balance of the period.

10.3 "Joint Annuitant Option" means a pension may be payable to the member with the provision that after the death of the member, payments will continue to the spouse during his or her lifetime.

10.4 The member selects the level of pension to be paid to the spouse when electing this option. If either the member or spouse dies before pension payments are due to commence, the election of this option will automatically be cancelled.

10.5 "Annual Increase Option" means a pension may be payable to the member for his or her lifetime, with the provision that the pension would be increased on January 1st each year at a rate not exceeding 4% per annum. This option must be selected by the member at the time of his or her retirement and is available with or without a guaranteed period.

11. ASSIGNMENT

The pension and other benefits provided under the terms of the plan are not capable of being assigned, charged, anticipated, given as security, or surrendered.

12. EVIDENCE OF AGE

Evidence satisfactory to the assurance company of the age of members and of any persons who are designated as joint annuitants must be produced if requested.

13. RENTES MINIMES – RÈGLEMENT AU COMPTANT

Si la rente annuelle payable au participant qui, à sa cessation d'emploi, a atteint la date normale de la retraite ou toute date au cours des 10 années précédant la date normale de la retraite, selon la plus rapprochée de ces deux dates, est inférieure à 2 % du salaire plafond annuel, défini dans le régime de pensions du Canada, elle sera réglée au comptant.

14. MODIFICATION OU RÉSILIATION DU RÉGIME

14.1 L'employeur, sous réserve des lois applicables en vigueur, se réserve le droit de modifier ou de résilier le régime de prestation de retraite.

14.2 Advenant la modification du régime, les droits à retraite acquis relativement à la rémunération et aux états de service antérieurs à la date de modification ne peuvent faire l'objet d'une réduction. Le remplacement du régime par un autre régime sera réputé être une modification du régime, sauf disposition contraire de la législation pertinente.

14.3 Advenant la résiliation du régime, la valeur totale des cotisations versées aux fonds, y compris les cotisations versées par l'employeur pour les participants, servira à la constitution de rentes ou de droits à retraite normalement payables aux participants à leur cessation d'emploi, sauf que, s'il en résulte un excédent, celui-ci sera remboursé à l'employeur, sous réserve de la législation pertinente. L'actif du régime ne pourra cependant être distribué sans l'approbation préalable du surintendant.

15. RUPTURE DU MARIAGE OU DE L'UNION DE FAIT

À la réception d'un avis faisant l'objet d'un jugement ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent ou d'un contrat ou entente domestique, les droits à retraite d'un participant seront partagés et administrés conformément à la législation pertinente. Les prestations qui sont réputées payables au conjoint peuvent être transférées à un régime de retraite agréé, si ledit régime le permet, ou à un régime d'épargne-retraite agréé prescrit par la législation pertinente, lequel est établi aux fins

13. CASH SETTLEMENT – SMALL PENSIONS

If the annual pension payable to a member who, upon termination of employment, has attained the normal retirement date or is within ten years of normal retirement date, if earlier, is less than 2% of the year's maximum pensionable earnings as defined under the Canada Pension Plan, a cash sum will be paid instead.

14. CHANGE OR TERMINATION OF THE PENSION PLAN

14.1 The employer, subject to applicable legislation, reserves the right to amend or discontinue the pension plan.

14.2 If the plan is amended, the benefits provided in respect of remuneration and service prior to the date of amendment will not be adversely affected. Replacement of the plan by another will be treated as an amendment to the plan unless the requirements of applicable legislation stipulate otherwise.

14.3 If the plan is discontinued, the total value of all contributions to the funds, including contributions made on the member's behalf by the employer, will be used to purchase a pension or to provide the pension benefit credit otherwise available to the member upon termination of employment. If a surplus should result it will be returnable to the employer, subject to applicable legislation. The assets held under the plan will not be distributed without prior written consent from the superintendent.

15. MARRIAGE OR COMMON-LAW PARTNERSHIP BREAK-UP

Upon notification included in a decree, order or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written domestic agreement, the pension benefit credits of a member will be divided and administered in accordance with applicable legislation. Benefits which are deemed to be payable to the spouse can be transferred to a registered pension plan, if that plan so allows, or can be transferred to a registered retirement savings plan established for the purpose of accepting locked-in funds from a registered

d'affectation des cotisations immobilisées provenant d'un régime de retraite agréé.

pension plan as prescribed by applicable legislation.

16. INFORMATION DES PARTICIPANTS

16.1 Les dispositions du régime doivent être communiquées à tout salarié admissible dans les 60 jours suivant la première des dates suivantes : la date d'entrée en service du salarié ou la date d'établissement du régime, ou, sinon, dans les 60 jours précédant la date d'admissibilité du salarié au régime. Le participant doit également recevoir l'information sur toute modification apportée aux dispositions du régime dans les 60 jours suivant la modification du régime, et toute autre information prescrite par la législation pertinente.

16.2 Dans les 9 mois suivants la fin de l'exercice financier du régime, l'employeur remettra à chaque participant un relevé faisant état des prestations auxquelles il est admissible en vertu du régime. Un exemplaire distinct du relevé sera fourni, sur demande, au conjoint.

16.3 Sur demande écrite de toute personne admissible aux prestations prévues par le régime, y compris le participant actif ou l'ancien participant, ou son conjoint, ou leur représentant dûment autorisé ou un représentant du syndicat, l'administrateur du régime devra mettre à sa disposition, aux fins de consultation, tous documents et renseignements applicables à cette personne et relatifs au régime et à la caisse de retraite, prescrits par la législation pertinente. Ladite personne peut également exiger d'être informée de ses droits et des options qui lui seront offerts à la cessation d'emploi, au décès et au départ en retraite, avant que le règlement ne soit effectué. L'employeur doit respecter le délai fixé par la législation pertinente.

16.4 Si un participant à un régime de pension met fin à son emploi chez l'employeur ou autrement cesse d'être un participant, l'administrateur du régime de pension doit, dans les trente jours de la date de la fin de l'emploi ou de la cessation de la participation, donner au participant ou à toute autre personne qui, comme résultat, devient habilitée à recevoir un paiement en

16. DISCLOSURE

16.1 The terms and conditions of the plan must be given to an eligible employee within 60 days following the earlier of the date on which employment commences and the date on which the plan is established or otherwise within 60 days prior to an employee becoming eligible to join the plan. A member must also be supplied with the information of any change in the terms and conditions of the plan within 60 days after registration of a plan amendment and with any other information which may be prescribed by applicable legislation.

16.2 Within nine months after the end of a plan year, the employer will provide to each member a statement indicating his or her entitlement under the plan. A separate copy will be provided to the spouse on request.

16.3 Upon written request from a person entitled to benefits under the plan, including a member, former member or spouse, or the duly authorized representative of any such person, or a representative of a trade union, the plan administrator will make available for inspection all documents and information that apply to that person in respect of the plan and pension fund that is prescribed under applicable legislation. Such persons also have the right to receive information and details of entitlements and options on termination, death and retirement before settlement is made. The employer must comply within the prescribed period of time as set out by applicable legislation.

16.4 If a member of a pension plan terminates employment with the employer or otherwise ceases to be a member, the administrator of the pension plan shall, within thirty days after the date of termination or cessation of membership, give to the member, or to any other person who as a result becomes entitled to a payment under the pension plan, a written

vertu du régime de pension, une déclaration écrite indiquant les renseignements prescrits relativement aux prestations, droits et obligations du participant ou de cette autre personne.

statement setting out the prescribed information in respect of the benefits, rights and obligations of the member or other person.

17. DISPOSITIONS ADDITIONNELLES

17. ADDITIONAL PROVISIONS

17.1 Retrait de cotisations volontaires

17.1 Withdrawal of Voluntary Contributions

Tant qu'il est au service de l'employeur, le participant ne peut retirer de capitaux provenant de cotisations de base. Il peut, toutefois, retirer tous capitaux provenant de cotisations volontaires.

While in the service of the employer, a member is not permitted to withdraw any funds which originate from required contributions. A member may, however, withdraw, at any time, any funds which originate from voluntary contributions.

17.2 Congé sans solde

17.2 Leave of Absence Without Pay

Le participant peut continuer à cotiser volontairement au régime durant un congé sans solde autorisé par l'employeur.

A member can continue to contribute voluntarily to the plan during a leave of absence without pay authorized by the employer.